

Origine des investissements dans les Concessions économiques de terres au Cambodge

Fiche **QUESTIONS SUR...** n° 13.10.Q06

mars 2024

Mots clés : Cambodge, *Economic Land Concessions*, *land grabbing*, investissement étranger

À partir de bases de données diverses, cette fiche recense les investissements nationaux et étrangers dans les *Economic Land Concessions* ou *ELC* (Concessions économiques de terre), à but agricole et forestière du Cambodge.

Les investissements nationaux ne représentent que 43 % du total, et parmi les investissements d'origine étrangère, les fonds chinois et vietnamiens sont largement majoritaires ; le Cambodge est sans doute l'un des pays du monde dans lesquels l'origine des investissements est bien connue. La cartographie souligne l'ampleur des transformations agraires que vit ce pays depuis au moins deux décennies.

Cartographie de l'investissement agro-industriel au Cambodge

Cette synthèse porte sur plus de 300 contrats et concerne 2 188 745 hectares. Les investissements se répartissent comme suit.

Investissements de firmes cambodgiennes

Entreprises nationales : 126 concessions soit 969 502 hectares.

Investissements de firmes étrangères (via des filiales cambodgiennes)

- Chine : 54 concessions pour 384 041 hectares
- Vietnam : 55 concessions pour 362 515 hectares
- Singapour : 11 concessions pour 137 815 hectares
- Corée du Sud : 8 concessions pour 56 548 hectares
- Malaisie : 12 concessions pour 90 844 hectares
- Thaïlande : 7 concessions pour 59 663 hectares
- Autres pays : Belgique, France [Socfin], États-Unis d'Amérique, Russie, Sri Lanka et Israël) : 14 concessions pour 94 123 hectares
- Pays d'origine non identifié : 14 concessions pour 33 694 hectares.

Total : 161 concessions dont l'investisseur étranger est identifié + 14 non identifiées, soit 1 219 243 hectares.

Cette statistique et la carte qui en est issue dépendent de la nature et de la transparence de l'information.

Il est impossible d'être rigoureusement exact en l'état ; cela tient à la date des bases consultées, à leur rythme de mise à jour (de nouveaux contrats peuvent lui échapper) et aux difficultés qu'il peut y avoir, quelquefois, pour identifier la composition du capital et les parts des intervenants dans le montage financier.

D'autre part, les firmes mutent, changent de nom, et voient leur contrat soit confirmé, soit réduit, soit augmenté, soit annulé. Il peut également se produire un changement de la nature de l'investissement. Des doutes peuvent quelquefois être émis sur le fait de savoir si l'entreprise est une entreprise cambodgienne à part entière ou simplement la filiale de droit cambodgien servant de paravent à un investissement étranger. Certaines entreprises sont ainsi restées sans attributions.

Enfin ont été notés, sur la carte de la *Figure 1*, d'assez nombreux périmètres de plantations à division géométrique, caractéristiques d'une emprise agro-industrielle, mais qui ne sont pas documentés (sur ces emprises, voir la fiche [13.10.Q05 : Stratégie rectangulaire et mise en forme géométrique des terres au Cambodge](#)). On trouve les plus importantes de ces plantations au centre du pays.

Les raisons d'hésiter au moment de définir la source d'un investissement sont donc nombreuses et expliquent les précautions qu'il faut prendre dans l'exploitation de cette carte.

[page 1](#) Fiche consultable sur le site internet www.academie-agriculture.fr onglet "**Publications**" puis "**Table des matières des documents de l'Encyclopédie**".

Reproduction autorisée sous réserve d'en citer la provenance

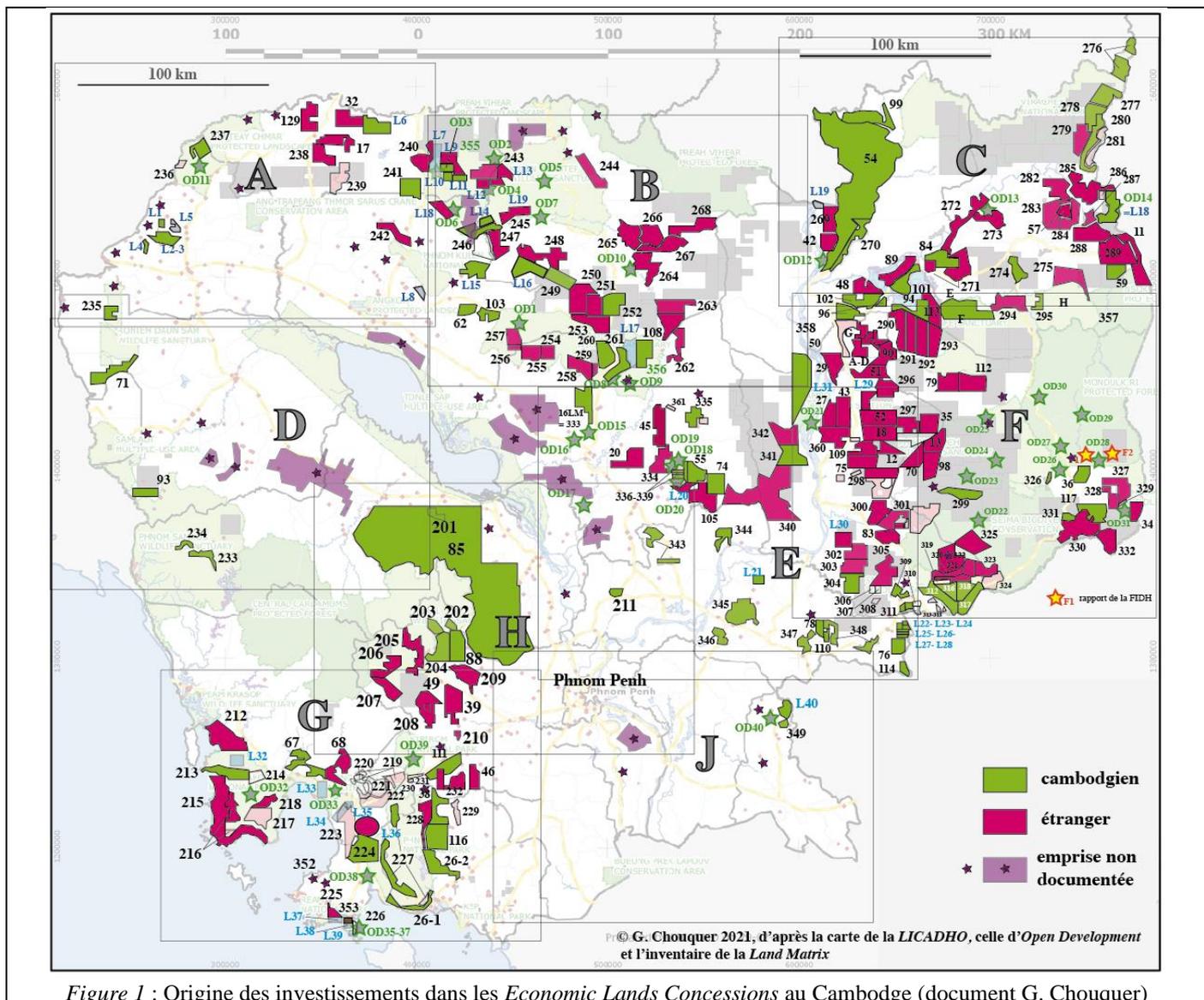


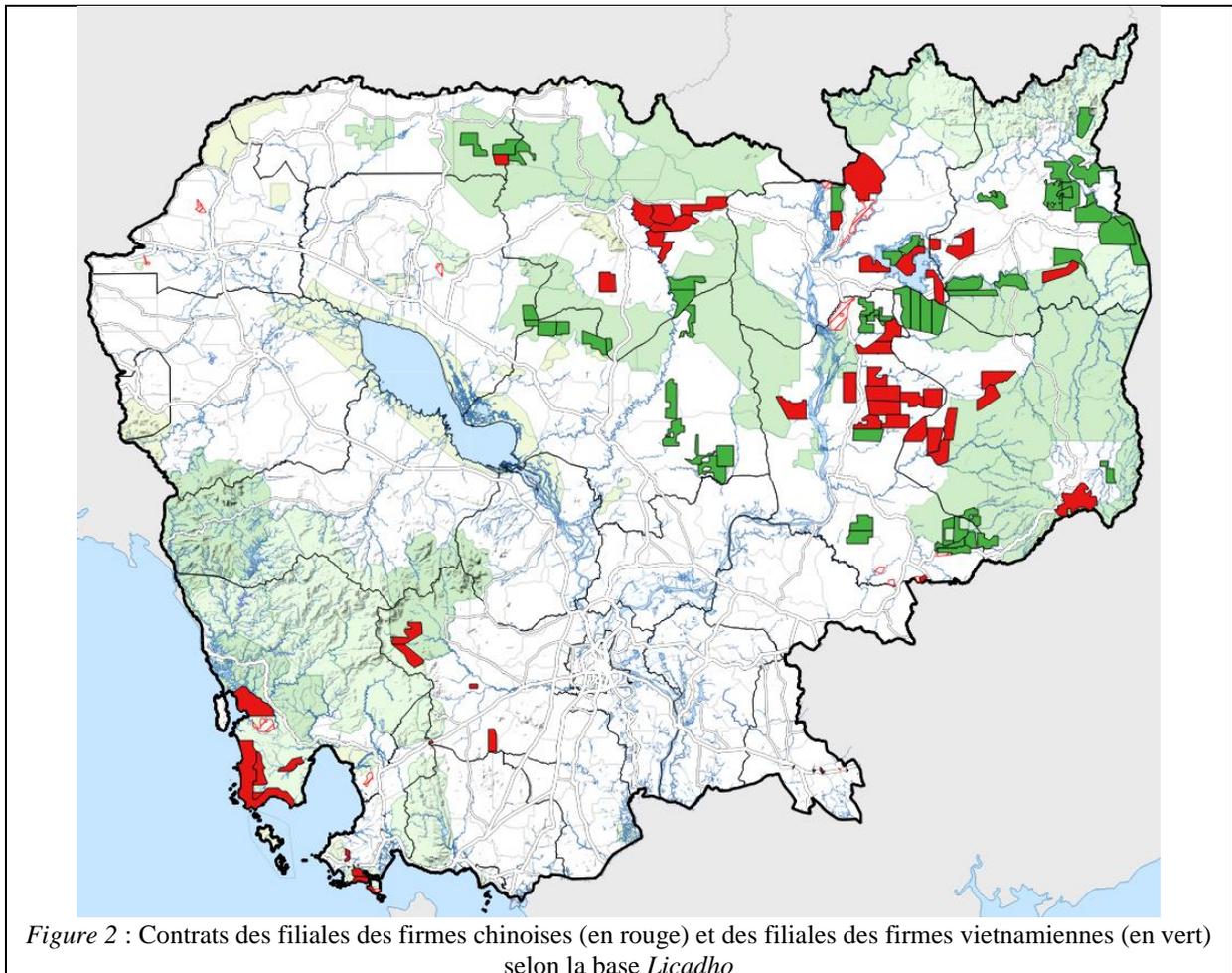
Figure 1 : Origine des investissements dans les *Economic Lands Concessions* au Cambodge (document G. Chouquer)

Telle quelle, la carte indique que les investissements d'origine étrangère sont devenus majoritaires dans le Nord et le Nord-Est du pays et qu'ils constituent un moteur des multiples fronts pionniers ouverts dans ce Cambodge des collines et des forêts, y compris quand la forêt est, théoriquement, un milieu protégé.

Investissements chinois et vietnamiens (Figure 2 en page 3)

Selon la base *Licadho*, l'investissement d'origine chinoise porte sur 54 concessions et 384 041 hectares, et l'investissement d'origine vietnamienne sur 55 concessions et 362 515 hectares. Le total donne 109 concessions et 746 556 hectares, soit le tiers du total des *ELC*.

Bien entendu, les concessions ne sont pas faites directement à ces firmes étrangères, mais à des filiales de droit cambodgien, dans lesquelles l'investisseur étranger est associé à une entreprise nationale.



Leur localisation préférentielle au Sud-Ouest (zone restée forestière en raison des reliefs) et surtout au Nord et au Nord-Est du territoire national indique le caractère récent de ces projets d'exploitation et la pression exercée sur les milieux protégés.

Ces concessions sont plus dynamiques que les autres, avec un temps de mise en œuvre plus court et une géométrisation de la planimétrie agraire plus rapidement installée. En outre, la négociation de concessions contiguës, dans des temps identiques ou successifs à date rapprochée, permet de mettre en œuvre les arpentages communs et des divisions concertées, ce qui se traduit par une géométrisation encore plus poussée de la planimétrie rurale (une même division pour deux concessions jointives ou plus de deux). Les entreprises de l'agriculture de firme, surtout asiatiques, s'avèrent des agents déterminants de la transformation de la morphologie agraire du Cambodge.

Gérard CHOUQUER, membre de l'Académie d'Agriculture de France

Ce qu'il faut retenir :

- Les investissements agro-industriels étrangers sont majoritaires au Cambodge, dans une proportion d'environ 57 % (1,22 millions d'hectares contre 0,95 millions d'hectares d'investissements nationaux).
- La quasi-totalité des investissements étrangers est due à des fonds d'investissements provenant des pays de l'Asie de l'Est et du Sud-Est, notamment de Chine et du Vietnam. Cette part s'avère décisive, parce qu'elle fournit à la fois des capitaux, des marchés et des technologies de mise en œuvre de l'exploitation des concessions.
- L'investissement étranger a augmenté avec les années, en lien avec la croissance de la demande en bois d'exploitation et en plantations d'hévéa pour le caoutchouc, et cette réalité explique la localisation des investissements étrangers préférentiellement dans les zones du Sud-Ouest et surtout du Nord, du Nord-Est et de l'Est du pays, où se trouvent les grandes forêts.
- Cette localisation préférentielle entre en contradiction avec les zones protégées, notamment les forêts, et les investissements des "barons du caoutchouc" ont ainsi donné lieu à des conflits fonciers et environnementaux.

Pour en savoir plus :

- *Vizualizing Land Concessions over Time (a Licadho Media Project)*, http://licadho-cambodia.org/concession_timelapse/
- Carte interactive d' *Open Development Cambodia*, <https://opendevelopmentcambodia.net/profiles/economic-land-concessions/>
- *Une étude du rythme des concessions*
http://www.camnet.com.kh/cambodia.daily/selected_features/Carving%20Up%20Cambodia.pdf
- *Rubber Barons. How vietnamese companies and international financiers are driving a land grabbing crisis in Cambodia and Laos*, éd. Global witness, Londres, mai 2013, 52 p. ; <https://www.globalwitness.org/en/campaigns/land-deals/rubberbarons/>
- Gérard Chouquer : *Atlas des concessions de terres au Cambodge dans le domaine agricole et forestier. 14 - Cartes de l'origine des investissements, nationaux et étrangers, d'après la base Licadho*, octobre 2021, 10 p. <https://manoma.hypotheses.org>
(version détaillée de cette fiche)